



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 21 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 15 mars 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme BAUDERE, Mme QUERAL à M. BODIN, Mme LANDAIS à M. CAVALEIRO, M. GABARD à M. BALDES

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 5

4 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS - MESS DES OFFICIERS - AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER - AVENANT N°2

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 19 mars 2013, le conseil municipal a approuvé le principe des conventions d'occupation du domaine public constitutive de droits réels pour l'occupation des locaux de la Citadelle et notamment le Mess des Officiers.

Ainsi, conformément à la délibération du conseil municipal du 17 septembre 2013, M. PEYROUTET Jean-Luc et Mme PEYROUTET Marie-Christine ont signé une convention avec la mairie le 16 octobre 2013 pour la réalisation de l'auberge des officiers au sein du Mess des Officiers (comprenant un espace de restauration de 90 couverts et 4 chambres).

Conformément à la délibération du conseil municipal du 8 juillet 2014, cette convention a fait l'objet d'un avenant n°1 modifiant notamment le délai de réalisation des travaux.

Les travaux sont aujourd'hui bien avancés : ceux du rez-de-chaussée sont finalisés et certains ont déjà été réalisés au premier étage (notamment la réfection de la charpente et la couverture, la rénovation ou le remplacement des fenêtres et volets, la réalisation des plafonds).

Néanmoins, pour des raisons financières, le porteur de projet n'a pu finaliser les travaux (notamment ceux du premier étage du bâtiment). En effet, le coût réel des travaux effectués excède d'environ 60 000 euros le budget prévisionnel de l'opération, principalement en raison de contraintes techniques liées à la qualité de monument historique du bâtiment.

De plus, la SARL Auberge des officiers, anciennement en charge de l'activité de restauration, a fait l'objet d'une liquidation judiciaire en 2016. Par courrier du 17 février 2017, M. et Mme PEYROUTET ont informé la mairie de Blaye qu'une reprise de l'activité de restauration serait assurée par la société LA BOHEME (société par actions simplifiée). L'ouverture est prévue début avril 2017. Cette sous-location offre de nouvelles perspectives à M. et Mme PEYROUTET pour financer la reprise des travaux.

C'est pour ces raisons que par courrier du 18 février 2017, M. et Mme PEYROUTET ont demandé une prorogation du délai d'exécution des travaux au 30 juin 2018.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'apporter les modifications suivantes à la convention initiale :

- porter le délai pour terminer les travaux au 30 juin 2018 ;
- et prévoir un ensemble de pénalités en cas de retard dans la tenue des délais et de manquement aux obligations contractuelles.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 ainsi que toute pièce afférente à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 10 mars 2017 et a émis un avis favorable.

La commission n°7 (Politique Economique - Commerce/artisanat - Tourisme - Emploi - Unesco - Services Publics - Transports - Foires/marchés) s'est réunie le 14 mars 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 27/03/17
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20170321-49052-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

